5^{c.} Journal du Lot 5^{c.}

ORGANE RÉPUBLICAIN DU DÉPARTEMENT

Paraissant les Mercredi, Vendredi et Dimanche

Abonnements

Ces prix doivent être doublés pour l'étranger.

	3 mois	6 mois	1 an
CAHORS ville.....	3 fr.	5 fr.	8 fr.
LOT et Départements limitrophes.....	3 fr.	5 fr.	8 fr.
Autres départements.....	3 fr. 50	6 fr.	11 fr.

Les abonnements se paient d'avance
Joindre 50 centimes à chaque demande de changement d'adresse

Rédaction & Administration

CAHORS. — 1, RUE DES CAPUCINS, 1. — CAHORS

A. COUESLANT, Directeur | L. BONNET, Rédacteur en chef

L'Agence HAVAS, 8, Place de la Bourse, est seule chargée, à Paris, de recevoir les Annonces pour le Journal.

Publicité

ANNONCES (la ligne).....	25 cent.
RÉCLAMES.....	50 —

Les Annonces judiciaires et légales peuvent être insérées dans le Journal du Lot pour tout le département.

VOIR LES DÉPÊCHES AU VERSO

LA GUERRE

LA SITUATION

Le nouvel effort allemand. Ne nous laissons pas prendre aux formules magiques !... — L'Entente et la Grèce. — La comédie américaine va-t-elle recommencer. — Sur les fronts.

Les Dernières Nouvelles de Munich publient un article qui témoigne de l'inquiétude ennemie. C'est un véritable cri d'alarme :

Lord Kitchener déclara au mois d'août 1914 que, pour l'Angleterre, la guerre ne commencerait qu'en 1916. Nous avons souri ; nous tous, croyions que la fin se produirait bien avant. Nous avons dû reconnaître que nous avions fortement déprécié le peuple anglais. Nous savons maintenant que notre véritable ennemi est l'Angleterre, qui veut employer tous les moyens pour nous vaincre. Ce peuple n'a même pas craint l'introduction du service obligatoire pour atteindre son but. Nous reconnaissons la force de la volonté des Anglais et nous devons prendre des mesures en conséquence.

Il est plus que probable que si le manque de matériel ou de vivres n'empêche pas la continuation de la bataille de la Somme, ils n'abandonneront pas leur plan ; mais que, au contraire, ils profiteront de l'hiver pour constituer des réserves immenses en munitions. Ce peuple a de doute qu'ils ont l'argent nécessaire, et ce serait un optimisme trompeur si nous nous imaginions qu'au printemps prochain, des combats terribles sur le front occidental ne recommenceraient pas. Aussi devons-nous prendre des mesures en conséquence. Il s'agit maintenant de transformer l'Allemagne en une fabrique d'armes et de munitions.

Et c'est pourquoi Hindenburg exige la « levée en masse » !

Il ne faut pas se laisser prendre à cette formule magique qui évoque à notre esprit les souvenirs grandioses des Volontaires que la Convention recruta, que Carnot sut organiser, et qui libérèrent le territoire national... La « levée en masse » ! C'est tout nous, la vision d'un peuple entier courant à la frontière pour chasser l'ennemi !...

Il ne peut rien y avoir de commun entre ce glorieux passé de notre Histoire et ce que l'Allemagne projette de faire. Les circonstances ne sont plus les mêmes.

Appeler au combat tous les hommes aptes à porter les armes, telle fut la « levée en masse » décrétée par la Convention. Il y a beau temps que ce résultat est atteint en Allemagne.

Le service universel et obligatoire, la minutieuse et formidable préparation du peuple entier à la guerre, qu'est-ce autre chose qu'une levée en masse organisée dès le temps de paix ? C'est elle qui a rendu possible aux premiers jours de la guerre cette invasion de millions de combattants équipés, armés, entraînés, et menant avec eux un matériel colossal, cette mise en marche instantanée de l'énorme machine de destruction et de mort qui développe du premier coup son maximum de puissance...

Donc, la levée en masse en Allemagne, après vingt-huit mois de lutte ininterrompue ne peut être ce qu'elle fut en France en 1792.

Pour nos ennemis, c'est un recours suprême, non pas une mesure initiale. Au lieu d'être le premier effort, c'est celui après lequel on ne conçoit pas qu'il puisse y avoir autre chose.

Que donnera ce nouvel effort ? Il est impossible de le prévoir. Il semble qu'Hindenburg veuille surtout militariser toute la vie civile. Il prépare un régime d'étouffement oppression qui ne laissera, aux Boches, guère plus de liberté que l'antique servage...

Mais si on ne peut prévoir le supplément de force que cette mobilisation civile entraînera pour la Nation, on a la preuve, par cette décision

énergique, que les Barbares sont résolus à tout pour ne pas être vaincus.

Les Alliés ont le devoir de répondre à cet effort. Il serait puéril de supposer qu'ils n'y ont pas songé.

Le dernier Conseil des Ministres Français et le projet de loi relatif aux exemptions et aux réformés, déposés hier, à la Chambre, nous prouvent que nos dirigeants veulent, eux aussi, demander au pays l'effort maximum.

De leur côté, les Anglais ont examiné la question. Le colonel Repington écrit dans le Times :

Notre objectif n'est pas de faire durer la guerre, mais de la terminer, et sa fin ne peut venir que par la défaite militaire de l'ennemi. Ce but oblige les Alliés à prendre l'offensive, ce qui, comme tout le monde le sait, demande une grande supériorité d'effectifs.

La sévérité des sacrifices qui doivent être demandés au public afin de mettre fin à la guerre, oblige le gouvernement à déclarer clairement si les Alliés, dans leurs conférences ont étudié d'une façon complète et sur toutes ses faces la situation politique et militaire, et si la part que le gouvernement nous invite à prendre dans cette œuvre considérable est une des parties inséparables d'un plan général. S'il en est ainsi, toute nouvelle législation nécessaire obtiendra le consentement unanime du pays.

Le colonel Repington conseille le vote d'une loi autorisant le rappel, pour le service militaire, de tous les sujets britanniques qui se trouvent à l'étranger. Comme on le voit, les Anglais ne reculeront devant aucun sacrifice et, en cela, ils sont, sans aucun doute, pleinement d'accord avec tous les Alliés. Il n'en faut pas davantage pour ruiner l'espoir allemand et maintenir, absolue, notre indiscutable supériorité.

A vouloir ménager le gouvernement d'Athènes, tandis que, seul, celui de Salonique favorise l'action des Alliés, l'Entente en arrive à des solutions bâtarde qui déconcertent.

Après avoir obtenu l'expulsion de Grèce de tous les représentants des pays ennemis, — qui facilitaient, par des renseignements précis, on en a la preuve, l'œuvre des sous-marins, — l'Entente a exigé que le ministre Lambros cédât aux Alliés une bande de terrain qui sera neutralisée, sous la surveillance de nos troupes et qui séparera les provinces soumisses, d'un côté, au gouvernement de Venizelos, de l'autre à celui de Constantin...

Par toutes les mesures prises, les Alliés établissent que la trahison de la cour d'Athènes est constante. Dès lors, pourquoi s'entêter à conserver avec elle des relations diplomatiques qui ne peuvent avoir, au fond, rien de cordial. Ne serait-il pas plus avantageux de briser avec des gens qui nous espionnent et nous trahissent ? On nous objectera que nous ne comprenons rien à la diplomatie...

L'Evening Post de New-York publie la note suivante :

S'il est prouvé que l'Allemagne a violé, dans l'affaire du vapeur *Marina*, les assurances données aux Etats-Unis à la suite du *Sussex*, le gouvernement allemand ne doit se faire aucune illusion sur notre décision. Sans perdre de vue le mandat impérativement pacifique qui ressort des récentes élections, le gouvernement de Washington n'hésitera pas à rompre les relations diplomatiques avec l'Allemagne, surtout s'il est prouvé que l'Allemagne s'est délibérément rendue coupable de la violation de ses engagements. La nation américaine approuve la patience dont fait preuve le président et elle est disposée à s'en remettre à son jugement quant au moment où il sera nécessaire de cesser toutes négociations avec l'Allemagne.

La comédie va-t-elle continuer ? — Si souvent on nous a annoncé, déjà, la rupture des relations... ou vraiment la patience de M. Wilson a-t-elle des limites ? Nous le souhaiterions pour l'hon-

neur du peuple Américain. Le torpillage du *Britannic*, BATEAU-HÔPITAL, dans la mer Egée, serait une excellente occasion pour le Président Américain de montrer que les Neutres ne peuvent tolérer, plus longtemps, les assassinats d'une nation qui s'est mise au ban de l'humanité !

Sur tous les fronts c'est le calme presque absolu. On prépare, en silence, des actions importantes... En attendant, toute l'attention se porte en Roumanie où la situation est incontestablement sérieuse.

On possède peu de renseignements sur ce qui se passe chez nos alliés. On affirme cependant qu'une importante armée Russe est en route... Si elle arrive à temps, elle peut modifier complètement la situation, car il n'est pas douteux que la marche de Falkenhayn va être, maintenant, rendue difficile par la configuration du terrain. Les derniers télégrammes venus de Petrograd restent pleins de confiance.

Sur le front belge

Duel d'artillerie dans le secteur Ramschapelle-Mannekinscote. Lutte à coups de bombes vers Hetsas.

Sur le front français

Nouvelle journée de stagnation sur notre front, où le canon continue toutefois à tonner par moments. En dehors d'une reprise d'activité aérienne chez les alliés on ne signale aucune opération, ni dans le secteur anglais, ni dans le secteur français. Mais il est bien évident que cette accalmie est plus apparente que réelle, que des préparatifs de combat se poursuivent de part et d'autre, que l'on se « groupe », et qu'on s'observe avant de livrer de nouveaux assauts.

Le « Deutschland »

De source allemande, on confirme que le sous-marin « Deutschland » est reparti. Il aurait passé Rhode-Island naviguant en surface.

L'Angleterre veille

Lord Robert Cecil, en réponse à une question d'un député, a déclaré que le gouvernement britannique sait que le « Deutschland » est parti. Il a ajouté : « Nous ne savons rien de sa cargaison. Toutes les mesures ont été prises pour contrôler l'exportation du nickel. »

La classe 1918 boche sous les armes

Les « Nouvelles de Maestricht » apprennent que la classe 1918 en Allemagne est déjà à l'entraînement dans les casernes.

Une manifestation germanophobe à Bruxelles

La fête du roi, le 15 novembre, a été l'occasion de démonstrations patriotiques à Bruxelles où la foule a crié : « Vive le roi ! Vive la Belgique ! A bas l'Allemagne et le kaiser ! » De telles démonstrations sont fréquentes.

Le « Britannic » coulé en 55 minutes

Une dépêche d'Athènes au « Daily News » annonce que le « Britannic » torpillé à 8 heures du matin coula près de la côte en 55 minutes. Ce navire se rendait à Salonique sans blessés à bord, mais avec 120 infirmières, 390 médecins et infirmières militaires. 25 des blessés sont actuellement à l'hôpital russe, d'autres à bord des navires de guerre alliés. L'escadrille anglo-française du Pi-

rée se porta immédiatement au secours du navire. La population de l'île Zea, témoin du sinistre, se montre très charitable pour les blessés, les femmes arrachent même leurs vêtements pour leur faire des bandages. Deux canots ayant été pris par les hélices, plusieurs blessés ont été grièvement atteints.

Le recrutement en Afrique

La Chambre des communes s'est occupée aussi de l'utilisation des ressources en hommes des colonies britanniques d'Afrique, tant au point de vue de la main-d'œuvre dans les chantiers, les usines et les exploitations agricoles de la Métropole que comme unités de combat. Le commandant Wedgwood a fait remarquer que, à l'avis d'anciens administrateurs des colonies africaines, il serait possible de lever au moins deux cent mille hommes pour le printemps prochain, et que la plus grande partie de ces recrues pourraient faire des soldats.

M. Bonar Law a répondu que cette question était sérieusement étudiée par les gouvernements alliés et que toutes les mesures possibles seraient prises.

Sur le front italien

Communiqué officiel

En dehors d'actions d'artillerie, entravées par le mauvais temps, il n'y a eu, le long de tout le front, aucun événement important. Dans la zone de Gorizia, l'artillerie ennemie a ouvert le feu sur le campement d'une de nos sections du service de santé, visiblement munie des signaux de neutralité. Il y a eu sept morts et onze blessés parmi les personnes qui y étaient abritées.

Signé : CADORNA.

Les Allemands et le nouvel empereur

La « Gazette de Francfort » écrit que la personnalité de François-Joseph était le lien le plus fort qui unissait les nationalités disparates de l'empire, mais la tradition des Habsbourg subsiste après lui et suffira à empêcher toute désunion. Le journal ajoute : « On prête au nouvel empereur la volonté d'orienter la monarchie dans des voies plus modernes. Une telle volonté rencontrera en Allemagne les plus vives sympathies. »

Le couronnement ajourné

On pense que la cérémonie du couronnement de Charles VIII sera ajournée jusqu'à la fin de la guerre.

La proclamation du nouvel empereur

Dans une édition spéciale, la « Gazette de Vienne », en même temps que la lettre autographe du nouvel empereur Charles à M. de Koerber annonçant sa prise du pouvoir et confirmant les ministres actuels dans leurs fonctions, publie une proclamation de l'empereur au peuple qui, après avoir rendu hommage à la mémoire de François-Joseph, ajoute :

« Je poursuivrai et compléterai sa tâche. Je monte sur le trône à une époque troublée ; notre but n'est pas encore évanoui. Je sais que je suis parfaitement d'accord avec mon peuple dans la détermination inflexible de poursuivre la lutte jusqu'à la paix, assurant l'existence du développement de la monarchie. Je ferai tout ce qui est en mon pouvoir pour écarter le plus tôt possible les sacrifices et les horreurs de cette guerre et rétablir la paix aussitôt que l'honneur de

nos armes, la sécurité de mes pays et celle de mes alliés et l'attitude de nos ennemis le permettront. »

Sur le front roumain

A Bratocea et Perdelus, légères actions sans importance.

Dans la vallée de Prahova, bombardement d'artillerie et légères actions d'infanterie.

Dans la région de Bragoslavele, nous nous fortifions sur les positions conquises.

Dans la vallée de l'Olt, actions d'infanterie au centre et bombardement d'artillerie à notre aile gauche. Nos troupes maintiennent leurs positions.

En Oltenie, nos troupes retirées de la vallée du Jiu, occupent les positions de la veille.

Sur la Cerna, l'ennemi attaque avec violence.

Front sud : Sur le Danube, échange de feux d'infanterie et bombardement d'artillerie, surtout dans le secteur entre Zimnicea et Oltenitza.

En Dobroudja, faible bombardement d'artillerie. A l'aile gauche, les villages Tasaum et Tatar-Palas ont été occupés.

AVIATION

L'ennemi a développé de nouveau son activité aérienne en bombardant à cinq reprises la capitale, tuant et blessant plusieurs personnes, surtout des femmes et des enfants.

Les renforts russes affluent avec des chefs réputés

On assure dans les milieux les mieux informés que la Russie fait depuis quelques temps des efforts considérables, non seulement pour résister à la poussée de Falkenhayn mais encore pour prendre l'offensive contre les troupes de ce dernier et envahir la Bulgarie. Les troupes russes arrivées en Roumanie sont déjà très nombreuses. Elles continuent à affluer sans relâche. Elles sont commandées par des généraux éprouvés qui ont eu déjà affaire à Mackensen et à Hindenburg et les ont battus.

On peut affirmer qu'avant qu'il soit longtemps, Falkenhayn, dont la supériorité momentanée est due à l'artillerie considérable dont il dispose, trouvera à qui parler. Il faut reconnaître, d'ailleurs, que l'afflux des troupes de secours en Roumanie est lente en raison de l'absence des moyens de communication, mais la confiance des Roumains et des Russes demeure entière, et leurs chefs sont convaincus que l'armée allemande, aventurée en territoire roumain, aura sur l'Aluta le même sort qu'eurent sur la Marne les premières hordes qui s'avançaient vers Paris.

Les renforts russes arrivent à Galatz

Des troupes et du matériel arrivent journellement de Russie à Galatz, qui actuellement présente tout à fait l'aspect d'une ville russe.

Les Bulgares avouent

Le communiqué bulgare du 23 se décide à avouer que l'infanterie ennemie avance au nord de Monastir.

Le train du ministre de Russie attaqué par des réservistes grecs

Lorsque le prince Demidoff, le ministre de Russie, rentrait à Salonique par la ligne de Larissa, son train subit le feu de bandes de réservistes armés. Au retour, un peu avant l'entrée en gare de Litchori, le train dérailla par suite d'une manœuvre

d'aiguillage exécutée dans un but criminel. Heureusement il n'y a pas eu de victimes, et le ministre de Russie put rentrer mercredi à Athènes.

L'attitude des Etats-Unis

On annonce que M. Lansing aurait déclaré que le gouvernement ne compte pas prendre des mesures immédiates, en ce qui concerne le torpillage du vapeur « Marina ». Il n'y a pas encore de décision arrêtée à ce sujet, non plus que pour les autres affaires de torpillage par sous-marins et l'information est prématurée aux termes de laquelle une nouvelle note serait prochainement envoyée en Allemagne. Toutefois, une semblable démarche peut être vraisemblablement envisagée.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Séance du 23 novembre 1916

PRÉSIDENCE DE M. DESCHANEL

Le ministre de la guerre dépose un projet de loi tendant à soumettre à une nouvelle révision les exemptions et les réformés.

Ce projet de loi est renvoyé à la Commission de l'armée.

La Chambre discute le projet de loi relatif aux conditions dans lesquelles des avances doivent être faites aux armateurs français pour l'achat de navires marchands provenant des pays alliés et neutres.

M. Hesse développe son interpellation. Il dit que le gouvernement, par ses atermoiements a retardé l'acquisition de bateaux marchands. La marine marchande est l'auxiliaire indispensable de la marine de guerre. Il regrette que le projet de loi n'offre que de l'argent aux armateurs ; il serait préférable qu'on leur donnât du matériel et de la main-d'œuvre.

Il indique que si on ne construit pas de nouveaux bateaux notre marine à la fin de la guerre sera épuisée.

M. de Monzie interpelle également le gouvernement qui, dit-il, n'agit pas.

On a créé une Commission des transports maritimes mais cette Commission ne peut émettre que des vœux. Il indique que l'Etat a acheté du bois au Canada, tandis qu'il concédait l'exploitation de nos forêts à une société anglaise. On a acheté du sucre à Cuba et on a négligé d'importer le sucre de nos colonies.

M. de Monzie dit que la crise des transports maritimes n'est rien à côté de la crise des transports terrestres. Il avait indiqué d'utiliser les bateaux allemands internés dans les ports portugais. La question n'a jamais été examinée. Or, actuellement, dit-il, il est impossible d'acheter des bateaux à l'Angleterre et à l'Amérique.

M. de Monzie conclut que le devoir du gouvernement est de vouloir une marine. Il compte que le sous-secrétaire d'Etat fera connaître un plan précis de construction et d'organisation de notre marine marchande.

La suite de la discussion est renvoyée au lendemain.

Et la séance est levée.

SÉNAT

Séance du 23 novembre 1916

PRÉSIDENCE DE M. A. DUBOST

Le Sénat reprend la discussion du projet d'impôt sur le revenu.

Les articles relatifs aux bénéfices agricoles sont adoptés, ainsi que les articles 23 et 24.

L'article 25 porte que les employeurs devront remettre, tous les ans, la liste de leurs employés, avec leur adresse et le montant de leurs émoluments.

Cet article est adopté. Les articles 26 à 37 sont votés.

La suite de la discussion est renvoyée à la prochaine séance.

M. Ribot dépose le projet de loi relatif au recensement de la classe 1918. Et la séance est levée.

CHRONIQUE LOCALE

MÉFIEZ-VOUS!

Aimez-vous les œufs frais? Eh bien, méfiez-vous de ceux que vous achetez. C'est le moment où les stocks d'œufs qui sont enfouis depuis 3 mois dans la cendre ou qui sont conservés par d'autres procédés, vont être jetés sur les marchés. Et pas à bon compte encore.

A 5 sous pièce, le client peut exiger que l'œuf soit frais. C'est pour quoi, il fera bien de veiller et de prendre ses précautions au cas où rentré chez lui, il pourrait en faisant son omelette, trouver un poussin dans l'œuf.

Ces précautions consistent en ceci : de connaître le marchand qui aura vendu les œufs.

Car s'il y a tromperie sur la marchandise, un recours est possible contre le vendeur malhonnête qui savait pertinemment quand il a porté les œufs au marché que ces œufs n'étaient pas frais.

Les tribunaux ne demandent qu'à appliquer la loi d'une façon sévère contre ces profiteurs pour qui les œufs, à 30 sous, n'étaient pas assez chers.

Voici un jugement correctionnel rendu par un tribunal de la région.

La femme Dugarcin, inculpée d'avoir exposé et mis en vente, quarante-deux œufs corrompus, est condamnée à deux mois de prison, à 300 fr. d'amende, à l'affichage du jugement pendant sept jours à la porte de la mairie et à l'insertion par extrait dans deux journaux régionaux.

C'est là une bonne leçon dont les collègues de la marchandise pourront faire leur profit tout à leur aise.

Or, nous le répétons, c'est le moment où les profiteurs vont sortir les œufs qu'ils ont soigneusement cachés, depuis l'époque où la ponte était favorable.

C'est ce qui explique peut-être la pénurie de œufs sur nos marchés depuis quelques semaines.

Méfions-nous, car, comme le disait un propriétaire, on est à l'époque la plus mauvaise pour la ponte des poules, ce qui n'empêchera pas les campagnards d'apporter des paniers pleins d'œufs sur les marchés.

Voici déjà deux ou trois fois qu'on signale que des œufs achetés sur la voie publique étaient couvés. Tant pis pour les acheteurs.

Ce n'est pas sur la voie publique, à l'arrivée des trains, qu'on doit acheter : là, il n'est pas possible de faire le contrôle de la qualité de la marchandise.

C'est sur le marché qu'il faut obliger les marchands à se rendre : puis, c'est aux agents de service qu'il faut se plaindre et signaler l'odieuse trafic de ces vendeurs sans scrupule qui cherchent à faire argent de marchandises avariées, — ce qu'ils n'ignorent pas.

Mais, comme d'autre part, on ne saurait ignorer les agissements de certaines fermières relativement à la « conservation » des œufs, il est de toute prudence de prendre ses précautions. Il est assez malheureux de payer 3 fois plus cher une denrée alimentaire pour que le consommateur ait le droit d'exiger d'être servi proprement.

Donc, méfiez-vous, et surtout pas de commiseration pour les exploités et les empoisonnés.

Le sinistre gâteaux

L'empereur d'Autriche François-Joseph est mort le 3 juillet 1886, à Sadowa.

Car la nouvelle de son décès, en date du 21 courant, n'a pour moi importance aucune. La vie d'un souverain, surtout de cette envergure, est toute politique; son souffle ne compte que s'il lui permet de conduire de grands et fructueux desseins. Quand François-Joseph revêtit la pourpre impériale, le monde put croire que l'aide bicéphale des Habsbourg allait voler vers de nouveaux sommets. La tâche était grande, elle pouvait être belle. Mais François-Joseph, apparemment, dépassa trop tôt.

Il trépassa, souriant et placide, le jour où la Prusse lui souda au cou le collier du vassal. Dès lors, il n'y eut plus, sous les toits de la Hofburg, qu'un fantôme ponctuel et méthodique, tard couché et debout à l'aurore, travaillant douze heures par jour à d'incommensurables riens. On le voyait, automate toujours bien remonté, se promener à Schoenbrunn comme une personne naturelle et saluer au vivats de la foule ignorante. Mais l'âme de l'empereur n'était plus là... Quelqu'un était venu du pays des contes d'Hoffmann et, par de mystérieux procédés, avait substitué sa volonté toute puissante à celle du souverain de l'Autriche.

Voilà pourquoi la Hongrie fut plié sous le joug, les magyars asservis, la Bosnie et l'Herzégovine volées, la Serbie outragée. Voilà pourquoi aussi la fin tragique de l'archiduc Maximilien et celle de l'impératrice Elisabeth n'éveillèrent chez le frère, chez le père, chez l'époux aucun profond désespoir. Une mécanique ne souffre pas!

On m'annonce : le 21 novembre, François-Joseph est mort... Je réponds : — pas plus aujourd'hui qu'hier : il continue, voilà tout!

Georges DELAMARE.

Agence Paris-Télégrammes.

Citation à l'ordre du jour

Nous relevons avec plaisir la citation suivante dont vient d'être l'objet notre compatriote, M. Laborie, sous-lieutenant au 6^e d'infanterie.

Elle est ainsi conçue : « Officier brave et dévoué, plein de courage et de conscience, s'est fait remarquer aux combats du 1^{er} au 5 octobre 1916, par son attitude calme et son courage, maintenant dans sa compagnie un moral élevé malgré un bombardement intense et ininterrompu. »

Nos félicitations à notre compatriote qui fut pendant plusieurs mois adjudant en garnison à Cahors.

La Batellerie sur le Lot

ET DES

Usines à Cahors

Le Conseil municipal de Cahors vient de prendre deux délibérations relatives à la création d'usines de guerre à Cahors et à l'organisation d'un service de batellerie sur le Lot.

Ces deux délibérations ont été adressées aux pouvoirs publics, qui, il faut l'espérer, les prendront en considération.

Jamais meilleure occasion ne fut plus propice pour donner à notre ville une prospérité industrielle que, grâce à nos avantages naturels, elle aurait du avoir depuis longtemps.

Les délibérations du Conseil municipal ne resteront pas sans effet; nous sommes certains qu'appuyés par nos représentants au Gouvernement et au Parlement elles aboutiront.

C'est bien le désir de toutes nos populations si déshéritées.

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 17 novembre 1916

M. le Président expose au Conseil que le manque de charbon commence à se faire vivement sentir dans notre ville. Les entrepreneurs éprouvent de très grosses difficultés pour s'approvisionner et leur réserve s'épuise très rapidement. Cet état de choses n'est pas particulier à Cahors, il est la conséquence de la crise des transports qui sévit en ce moment en France; les compagnies de chemins de fer ne peuvent assurer la totalité des transports de charbons entre la mine et les centres d'approvisionnement, leur matériel roulant, machines et wagons, étant pour la majeure partie, employé pour le transport du matériel de guerre et le ravitaillement des troupes.

Il suffirait d'établir un service de batellerie, qui, comme autrefois, desservirait toutes les localités riveraines et amènerait le charbon jusqu'à Bordeaux. A la remonte, les mêmes bateaux transporteraient les blés, les pétroles, les essences, etc., nécessaires pour le ravitaillement de la population civile.

Il est vrai que pour établir un service de batellerie, il est nécessaire d'avoir des bateaux et des marins; or, les uns manquent à peu près complètement et les autres sont en très grande partie mobilisés. Il serait cependant possible de remédier au manque de bateaux en réquisitionnant le matériel fluvial en excès, soit à Bordeaux, soit sur le cours d'eau navigable du Sud-Ouest, non tributaire d'un bassin houiller, et en accordant des suris aux marins faisant partie de l'armée territoriale ou de la réserve.

Monsieur le Président invite en conséquence l'assemblée à examiner avec toute l'attention qu'elle comporte, cette question de l'approvisionnement de notre ville, en charbon et en denrées de toutes sortes.

Après une discussion assez longue à laquelle prennent part tous les Conseillers présents :

Le Conseil Municipal, Considérant que le ravitaillement de la population de notre ville est très déficient par suite de l'impossibilité dans laquelle se trouvent les compagnies de chemins de fer, d'assurer le transport des denrées de toute nature :

Considérant que l'approvisionnement en charbon n'est pas assuré ;

Considérant que le transport du charbon provenant du bassin houiller de l'Aveyron pourrait être effectué par la rivière du Lot ;

Considérant enfin, qu'il y a un intérêt majeur, non seulement pour notre région, mais encore pour la Défense Nationale, à assurer dans le plus court délai possible le transport du charbon nécessaire pour l'alimentation des usines de guerre.

Emet le vœu : Que la chambre de Commerce du Lot ou à son défaut l'Etat, organise un service de batellerie sur la rivière du Lot.

Décide en outre qu'une copie de la présente délibération sera adressée à Monsieur le Ministre des Travaux Publics, à Monsieur le Président de la Chambre de Commerce et à tous les représentants du département du Lot.

Pour copie conforme : Signé : E. CARLIN.

Séance du 17 novembre 1916

Le Président fait connaître au Conseil que la pénurie de la main-d'œuvre féminine met l'Administration de la guerre dans l'obligation d'envisager le transfert de certains ateliers de Castelsarrasin, dans les villes où cette main-d'œuvre serait plus abondante.

Toutes les villes du sud-ouest de la France, ajoute-t-il, ont leurs usines de guerre et voient, de ce fait, leur commerce et leur industrie se développer dans des proportions considérables; seuls, Cahors et le département du Lot paraissent avoir été oubliés dans cette répartition des ateliers affectés à la fabrication des obus et des munitions. Il y a cependant dans notre ville et dans les localités environnantes des forces hydrauliques importantes inutilisées et des usines en chômage. Il pense que le moment est venu de faire cesser cet oubli et invite le Conseil à examiner s'il n'y aurait pas lieu de demander à l'Administration de la guerre que les ateliers en surnombre à Castelsarrasin ou ailleurs, soient transportés à Cahors.

Après délibération, Le Conseil municipal, Considérant que les usines ou moulins hydrauliques établis sur la rivière du Lot, dans la commune de Cahors, sont

pour la plupart en chômage; qu'il y aurait intérêt pour la Défense Nationale à utiliser ces installations pour la fabrication des engins de guerre;

Considérant que cette affectation, et l'utilisation de cette houille blanche, disponible, aurait pour résultat de ne pas diminuer les stocks de charbon nécessaires pour les besoins de la nation;

Considérant que Cahors possède des locaux suffisants pour permettre l'installation de nombreux ateliers, que la main-d'œuvre féminine est abondante;

Demande à M. le Sous-Secrétaire d'Etat des munitions de vouloir bien décider :

1^o Que les ateliers en surnombre à Castelsarrasin soient transférés à Cahors ;

2^o Que toutes les usines hydrauliques disponibles dans notre région soient utilisées pour la fabrication des engins de guerre ;

Demande en outre à tous les représentants du département du Lot et en particulier à M. Malvy, ministre de l'Intérieur et à MM. Rey et de Monzie, sénateur et député de l'arrondissement de Cahors, de vouloir bien insister auprès des pouvoirs publics pour que, dans l'intérêt de la Défense nationale, satisfaction soit donnée à la ville de Cahors.

Pour copie conforme.

Le Maire : Signé : E. CARLIN

Nécrologie

Nous avons le regret d'annoncer la mort de M. Guiraudet, sous-ingénieur des Ponts et Chaussées, à Cahors, décédé dans la nuit de jeudi, à l'âge de 52 ans.

M. Guiraudet avait été douloureusement frappé par la mort de son fils aîné, tué au champ d'honneur il y a quelques mois.

Depuis ce jour, sa santé avait été brusquement ébranlée et malgré les soins les plus dévoués, sa famille et ses amis s'attendaient au cruel dénouement.

M. Guiraudet, chargé des travaux de construction de la ligne Cahors-Moissac, était un fonctionnaire consciencieux. Il était très apprécié des chefs et de ses collègues.

Sa disparition a provoqué parmi tous les nombreux amis que Guiraudet comptait à Cahors de vifs regrets.

Nous nous inclinons avec respect devant le cercueil du regretté disparu et nous adressons à la famille nos bien sincères condoléances.

Les obsèques civiles de M. Guiraudet auront lieu dimanche matin, à 10 heures.

Conférence

Jeudi soir, à eu lieu à Cahors, la conférence patriotique de M. Hinzelin sur « Verdun ».

Un public nombreux se pressait dans la salle du Cinéma, rue des Augustins.

M. le Préfet qui présidait cette réunion, a présenté en excellents termes la conférence au public.

Puis pendant 1 heure, M. Hinzelin a tenu sous le charme de sa parole le public qui ne lui a pas ménagé ses applaudissements.

La conférence a été suivie d'une audition musicale et d'une séance de cinématographie.

Une quête qui a eu lieu à la fin de la soirée a produit la somme de 140 francs environ.

Gendarmerie

Notre compatriote M. Galau Jean, brigadier de gendarmerie, est nommé à Bastia.

A la gare

Notre compatriote M. Dubuc, chef de station à Auzits-Aussibail (Aveyron), est nommé à Thézac-Peyrilles (Lot). Félicitations.

Les exemptés et les réformés

Ainsi que l'annonçait, jeudi soir un télégramme adressé au *Journal du Lot*, le ministre de la guerre a déposé sur le bureau de la Chambre un projet de loi relatif à la révision des exemptés et des réformés qui pourraient être soit maintenus, soit classés dans le service armé ou auxiliaire. Le projet comporte quatre articles. Nous en reproduisons l'article premier qui contient la disposition essentielle du projet :

« Tous les exemptés réformés numéro 1 et réformés numéro 2 appartenant à des classes mobilisées ou mobilisables qui n'ont pas été examinés soit par un conseil de révision, soit par une commission spéciale de réforme depuis le 1^{er} avril 1916, seront soumis à l'examen des commissions spéciales de réforme, à l'exception de ceux qui ont contracté un engagement spécial avant le 1^{er} décembre 1916. Ces hommes devront faire dans le délai de quinze jours à partir de la promulgation de la présente loi, une déclaration de situation militaire à la mairie du lieu habituel de leur résidence. »

Le maintien sous les drapeaux de la classe 1889

M. Guichard, député de Vaucluse, ayant demandé au ministre de la guerre quelle était la situation actuelle des hommes de la classe 1889, qui auraient dû être renvoyés dans leurs foyers depuis le 1^{er} octobre 1916, a reçu du ministre de la guerre la réponse suivante :

L'article 33 de la loi du 21 mars 1905 contient la disposition suivante : « Les militaires, faisant partie de corps mobilisés peuvent y être maintenus jusqu'à la cessation des hostilités, quelle que soit la classe à laquelle ils appartiennent. » C'est en vertu de cette disposition que les hommes du service armé de la classe 1889, convoqués en avril 1915, sont maintenus sous les drapeaux, alors que depuis le 1^{er} octobre 1916, ils sont

par leur âge dégagés d'obligations militaires. Ce maintien est donc légal.

Un projet de loi a cependant été déposé pour maintenir la classe 1889 à la disposition du ministre de la guerre après le 1^{er} octobre, comme on l'avait fait pour les classes 1887 et 1888. Est-il utile? La loi de 1905 permet de maintenir ce qui est convoqué. Elle ne permet pas de convoquer les hommes de la classe 1889 qui sont encore dans leurs foyers. Tel est le cas de tout le contingent auxiliaire de cette classe.

Si les circonstances, la guerre se prolongeant, nous conduisent à appeler ce contingent auxiliaire, il faudra une loi. C'est à cet objet que répond le projet de loi rédigé, il est vrai, par analogie avec ceux votés pour les classes 1887-1888 dans une forme très générale.

Les approvisionnements en sulfate de cuivre et en soufre pour la viticulture.

La commission de l'Agriculture de la Chambre a entendu aujourd'hui M. Méline, ainsi que MM. Barthe et Dufrenoy, sur les approvisionnements en sulfate de cuivre et en soufre pour la viticulture.

M. Méline a indiqué que les mesures nécessaires étaient prises pour assurer le ravitaillement de ces produits.

Les restrictions alimentaires sont pour l'année prochaine.

Des mesures importantes ont été, nous l'avons dit, envisagées par le gouvernement dans le but de réaliser des économies sérieuses dans l'alimentation de la population civile, pour la viande et la pâtisserie, notamment. Nous croyons savoir que ces mesures, arrêtées en principe à l'heure actuelle, ne seront appliquées qu'après les fêtes de Noël et du Jour de l'An.

Ces mesures d'économie et de restriction, à raison de la nécessité de régler tous les détails d'exécution, ne seront publiées que dans quelques jours.

On demande

Un jeune homme, de 13 à 14 ans, pour faire les courses.

S'adresser au bureau du Journal.

Le propriétaire-gérant :

A. COUESLANT.

Dernière Heure

DEPÊCHES OFFICIELLES COMMUNIQUÉ DU 23 NOVEMBRE (22 h.)

Lutte d'artillerie intermittente sur l'ensemble du front.

Sur le front Anglais L'activité paraît plus grande

Londres, 23 novembre, 21 h. 15.

L'artillerie ennemie a montré aujourd'hui de l'activité sur notre front, à Beaucourt, à Serre, dans le secteur d'Ypres et au sud de Monchy.

Nous avons bombardé les tranchées allemandes vers Messine, Armentières et Loos.

Les aviateurs ennemis, très actifs hier, ont réussi à franchir nos lignes. Trois d'entre eux sont tombés entre nos mains et un quatrième a été contraint d'atterrir dans ses lignes.

Un de nos appareils n'est pas rentré.

Communiqué du 24 Nov. (15 h.)

Sur le front de la Somme, bombardement assez vif de la région de Sailly-Saillisset et vers la sucrerie d'Ablaincourt.

En Alsace, un coup de main effectué par nous sur une tranchée allemande de Hilsenfirst (sud-est de Metzeral), nous a permis de ramener des prisonniers.

Aucune perte de notre côté.

Nuit calme partout ailleurs.

Quarante combats aériens SIX AVIONS ABATTUS Le 23^e de Guynemer

Dans la journée du 23 novembre, en Lorraine, 3 avions anglais ont livré combat à plusieurs avions allemands. Un appareil ennemi a été abattu sur la forêt de Gremecey.

Dans la même journée, sur le front de la Somme, nos aviateurs ont livré une quarantaine de combats au cours desquels cinq avions ont été abattus.

Le maréchal des logis Flachaire a descendu son sixième appareil près de Manancourt et le lieutenant Deullin son dixième sur le bois de Vaux.

Il est confirmé que dans la journée du 22 novembre, le sous-lieutenant Guynemer a abattu un deuxième avion ennemi dans la région de Faloy, ce qui porte à 23 le nombre d'appareils abattus par ce pilote.

Nos avions de bombardement en action!

Six de nos avions ont jeté 15 obus de 120 sur Bruyères. Une autre de nos escadrilles a exécuté le bombardement du terrain d'aviation de Grisolles. Entre 15 heures 45 et 19 heures, 171 obus de 120 ont été lancés.

Dans la nuit du 23 au 24, entre 21 h. 30 et 1 h. 10, quatre de nos avions sont allés bombarder les usines de Voelkingen, sur la Sarre.

Au cours de cette expédition 12 obus de 120 et 12 de 155 ont été lancés et ont paru bien placés.

Le retour de nos avions s'est effectué sans incident.

Télégrammes particuliers

Sur le front Russe

Lutte assez vive d'artillerie

Pas de changement en Roumanie

Feux d'artillerie et d'infanterie sur toute la longueur du front.

Dans les régions du grand et du petit Porsk et sur la Naraiuvka, au delà de Svistrika et de Iezupol, recrudescence des actions d'artillerie.

Au Caucase, rien d'important à signaler.

FRONT ROUMAIN. — La situation en Transylvanie reste sans changement.

FRONT DU DANUBE. — Grande activité de nos avant-postes.

Paris, 12 h. 15

Le blé canadien

De Toronto : L'excédent du blé canadien disponible pour l'exportation est évalué à 100 millions de boisseaux environ contre 250 l'année dernière.

SUR LE FRONT ROUMAIN

L'avis des critiques militaires

Tous les critiques militaires s'occupent de la résistance de l'armée Roumaine.

La situation de l'armée d'Orsova est sérieuse, mais il n'y a pas lieu d'être pessimiste.

Retraite en bon ordre

Des ordres furent donnés au commandant de cette armée, lorsque la retraite devint nécessaire pour éviter que ses troupes ne fussent encerclées.

Les Roumains tenaient à occuper Orsova, à cause du contrôle du trafic sur le Danube, ce qui explique leur hésitation à quitter la ville, d'où ils pouvaient gêner le ravitaillement des armées de Mackensen et des Bulgares dans le sud.

De plus les succès des Roumains dans la vallée du Jiul retardèrent encore cette évacuation d'Orsova.

Mais le 14 novembre, la retraite devint indispensable après la prise de Turgujiul.

Or, la distance entre Orsova et Craiova est de 145 kilomètres. Les Roumains eurent donc le temps d'effectuer cette retraite sans précipitation.

La victoire allemande n'est pas définitive

La façon dont s'est opérée la retraite rend l'exécution du plan d'Hindenburg difficile, car les défilés de Buzen et de Toerzburg restent entre les mains de nos alliés.

Les communiqués Roumains ne nous fixent pas encore exactement sur la situation dans les provinces occidentales et sur la position de l'armée Roumaine près d'Orsova.

L'EFFORT ANGLAIS

L'APPEL AU PAYS POUR LA VICTOIRE

« Il s'agit de l'existence du Pays »

De Londres : Au cours de la réunion du Conseil municipal, M. Lambeth a donné lecture d'une lettre du général Rubertson, chef de l'Etat-Major général.

L'Angleterre, dit ce grand chef, a un besoin urgent d'hommes en âge de servir.

Nous luttons pour la Civilisation et l'Humanité, mais aussi pour l'existence de l'Empire Britannique.

La Victoire ne peut pas nous échapper si nous consacrons toutes nos forces à la lutte.

Nous ne l'avons pas encore fait, et ne paraissions pas nous rendre compte de l'importance de la partie que nous jouons, ni de l'effort que nous pouvons et devons faire pour arriver au succès définitif.

Le général compte sur l'effort de la Nation pour arriver au but.

Paris, 13 h. 47

Changement ministériel en Russie

De Petrograd : M. Sturmer, Président du Conseil des Ministres, quitte ses fonctions et est nommé, par le Tsar, Grand Chambellan.

M. Sturmer est remplacé, à la présidence du Conseil, par M. Treppoff, ministre des voies et communications.

Paris, 14 h. 46

Sur le front Anglais

Rien à signaler en dehors des coups de main exécutés par nous, la nuit dernière, sur les tranchées ennemies, au sud-est de Grenay et dans les secteurs de Festubert et du bois Grenier.

EN MACÉDOINE

La lutte continue, acharnée, au Nord de Monastir NOUVEAUX PROGRÈS DES ALLIÉS

Sur la rive droite de la Cerna, les Serbes ont enlevé le village de Budimirea.

De violentes contre-attaques ont été lancées par l'ennemi sur ce point. Elles ont complètement échoué.

Au nord et à l'est de Monastir, la lutte continue acharnée.

Les troupes alliées ont réalisé des progrès et infligé de lourdes pertes aux Germano-Bulgares qui tentent, énergiquement de s'opposer à leur avance.

Les Italiens progressent aussi

A l'ouest de Monastir les Italiens poursuivent leur marche en avant.

Ils ont poussé jusqu'à Nizopole et fait des prisonniers.

PARIS-TÉLÉGRAMMES.

Quelques renseignements encore incomplets arrivent de Roumanie. Il semble que le Haut Commandement ait fait la part du feu, en sacrifiant la Valachie occidentale. Les troupes de résistance se massent à l'est de Craiova et, avec le concours Russe, il est probable que Falkenhayn sera arrêté.

Au Conseil municipal de Londres, il a été donné lecture d'un appel du chef de l'Etat-Major général.

Il faut des hommes, encore des hommes, toujours des hommes, pour continuer la lutte jusqu'au succès définitif. Cet appel sera certainement entendu par le peuple Anglais.